



SYNDICAT DES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION EN GUADELOUPE

ON RANTRÉ ANBOUVÈS MEN NOU PA KA LAGÉ !

Une nouvelle année scolaire commence, et une fois de plus, c'est dans la même indifférence, la même logique comptable et le même mépris pour notre territoire que le Rectorat et le Ministère organisent notre rentrée.

91 postes supprimés en Guadeloupe, 14 dans le premier degré, 77 dans le second degré, voilà le cadeau que l'on nous fait, au nom d'une "baisse démographique" qui sert d'alibi depuis maintenant plus d'une décennie. Depuis dix ans, notre académie a perdu près de 20 000 élèves, et pourtant nos résultats aux évaluations nationales restent parmi les plus fragiles du pays. La logique du Rectorat est simple : moins d'élèves, moins de moyens. La nôtre est tout autre : moins d'élèves, c'est justement l'occasion de renforcer l'accompagnement, de réduire les effectifs par classe, de donner enfin à la Guadeloupe les moyens de la réussite scolaire. Ce choix politique de la pénurie, nous le refusons.

DES CONDITIONS DE TRAVAIL QUI SE DÉGRADENT PARTOUT

Sur le terrain, la dégradation est chaque jour plus tangible. Des **classes surchargées**, sans professeur, faute de personnels en nombre suffisant. À cela s'ajoutent des bâtiments non adaptés et un matériel vétuste : des conditions d'exercice indignes d'un service public. Pendant ce temps, nous subissons l'**expatriation systématique** de nos jeunes collègues stagiaires et néo-titulaires vers l'Hexagone. Et pendant qu'on nous demande de "faire mieux avec moins", les problèmes de **violence scolaire, d'échec scolaire et de décrochage** restent sans réponse.

DES RÉFORMES IMPOSÉES, JAMAIS ADAPTÉES

Réforme après réforme, le même scénario se répète : des dispositifs pensés à Paris, calibrés pour la France, plaqués sans concertation sur nos propres réalités. Le SPEG le répète depuis des années : **il n'est pas possible d'appliquer une logique purement comptable et uniforme à un territoire qui a ses propres contraintes**. Les personnels de direction, les enseignants, les CPE, les Psy-EN sont sommés d'appliquer des textes qu'ils n'ont jamais eu le temps de digérer, avec des moyens humains toujours plus faibles. Résultat : de l'épuisement professionnel et une école qui tient debout uniquement grâce à l'engagement individuel de personnels que l'institution ne reconnaît pas suffisamment.

DES PRIORITÉS MINISTÉRIELLES HORS-SOL, DES MISSIONS SANS MOYENS

Publiée au Bulletin officiel n°19 du 7 mai 2026 et signée par le ministre Édouard Geffray, la **circulaire de rentrée 2026** revendique elle-même l'absence de "nouvelle réforme structurelle" et se présente comme une simple "consolidation" des dispositifs déjà engagés. Elle s'organise autour de quatre priorités : la maîtrise du langage et de l'écrit, l'acquisition du raisonnement scientifique, le resserrement de l'autorité et du "climat scolaire" à travers, notamment, l'extension aux lycées de l'interdiction du téléphone portable, et une promesse d'"humanisation" des procédures de gestion des ressources humaines. Un habillage séduisant sur le papier, mais qui ne s'accompagne **d'aucun moyen nouveau : ni poste, ni heure, ni formation dédiée pour mettre en œuvre ce que le Ministère lui-même qualifie de mission "vitale"**.

5, Immeuble *DILIGENTI* Assainissement- BP 182 – 97164 POINTE-à-PITRE cedex

☎ : 0590 91 05 32 / 0690 408524 sendika@speg-guadeloupe.org

<https://new.speg-guadeloupe.org>

Sur le principe, personne ne conteste l'intérêt d'un cadre plus serein pour les apprentissages. Mais dans les faits, c'est une nouvelle fois aux personnels de vie scolaire et aux enseignants que revient la charge de faire respecter ce dispositif, sans casiers, sans pochettes de rangement financées, sans effectif de surveillance renforcé. Une mesure de "protection" et de "climat scolaire" qui, faute de moyens dédiés, se traduit concrètement par une charge de contrôle et de sanction supplémentaire pour des équipes déjà à bout de souffle, en particulier dans nos établissements guadeloupéens où les effectifs de vie scolaire sont d'ores et déjà insuffisants.

LE SPEG PLUS QUE JAMAIS MOBILISÉ POUR LA DÉFENSE DES PERSONNELS

Face à cette situation, les personnels de l'éducation se sentent isolés, démunis, fatigués de se battre seuls contre des décisions qui les dépassent. Le SPEG continuera d'exiger :

- L'arrêt immédiat des suppressions de postes en Guadeloupe,
- Une carte scolaire adaptée aux réalités du territoire, et non dictée par des courbes démographiques,
- Des créations de postes pérennes pour les AED et les AESH,
- Une revalorisation réelle des conditions de travail et de rémunération de tous les personnels,
- Des moyens matériels et humains dédiés à l'application des réformes,
- Un véritable plan de formation des personnels sur l'intelligence artificielle et des équipements numériques.

DÉCEMBRE 2026 : UNE ANNÉE DÉCISIVE POUR VOTRE VOIX

Cette rentrée n'est pas une rentrée comme les autres. En décembre 2026 se tiendront les élections professionnelles, qui détermineront pour les quatre prochaines années la représentativité syndicale et le poids de chaque organisation dans les instances où se décident vos carrières, vos conditions de travail, l'avenir de l'école en Guadeloupe.

Le SPEG, syndicat guadeloupéen, ancré dans les réalités de notre territoire, sera de tous les combats pour défendre tous les personnels, enseignant, CPE, Psy-EN, AED, AESH, titulaire ou contractuel.

REJOIGNEZ-NOUS POUR UNE MOBILISATION GÉNÉRALE VOTEZ SPEG EN DECEMBRE 2026 !



*Pointe-à-Pitre, le 30 août 2026
Le bureau syndical*